

Questions orales

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, ma question s'adresse également au ministre de l'Environnement.

Le Plan vert du gouvernement fédéral donne aux sociétés le pouvoir de polluer nos eaux douces et salées et il renie aux Canadiens le droit de consommer du poisson non contaminé, de boire de l'eau sans danger pour la santé et de profiter de plages non polluées.

Le ministre pourrait-il nous expliquer pourquoi il a choisi au Cabinet, de se plier aux demandes du ministre d'État chargé de la Privatisation et de supprimer le chapitre sur les droits quant à la qualité de l'eau dans le Plan vert?

L'hon. Robert de Cotret (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, je voudrais souligner à mon collègue qu'aucun chapitre n'a été supprimé de quelque façon que ce soit.

Nous entendons assurer la protection de notre environnement. Je voudrais préciser que si nous n'obtenons pas la collaboration sur laquelle nous comptons, nous avons de puissants moyens à notre disposition pour convaincre les intéressés d'agir. Ainsi, je tiens à rappeler à mon collègue qu'en vertu d'une mesure législative qu'il a appuyée, si je ne m'abuse, on a prévu des amendes de un million de dollars par jour pour tous ceux qui violent les règlements environnementaux en vigueur.

Les contrevenants sont également passibles d'une peine d'emprisonnement de cinq ans pour chaque infraction. Si tous les autres moyens ne donnent rien, nous pourrions ainsi assurer aux Canadiens un environnement sain.

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre.

Je suis persuadé qu'il sait pertinemment qu'en vertu de la loi, il doit faire rapport annuellement au sujet de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement. Pourtant alors qu'il siège dans cette enceinte aujourd'hui, il n'a toujours pas respecté les dispositions en question. Il n'accomplit pas un très bon travail.

Ma question supplémentaire s'adresse cependant au premier ministre qui a signé, il y a trois ans, avec les États-Unis, avec son ami, le président Reagan, un traité concernant la qualité de l'eau des Grands Lacs qui prévoyait l'interruption totale des déversements de produits toxiques dans les Grands Lacs.

Cette qualité n'a cessé de se détériorer à cause du déversement de produits toxiques des deux côtés de la frontière. Le premier ministre pourrait-il préciser à la Chambre et aux Canadiens quand le principe de l'arrêt complet de tout déversement sera appliqué dans toutes

les eaux canadiennes, et notamment dans les Grands Lacs?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, mon collègue, le ministre de l'Environnement a déjà très bien répondu à cette question et à d'autres questions soulevées par le député. Il a donné des réponses très détaillées.

À l'exception de certaines personnes qui sont vraiment prisonnières de groupes de pression au Canada, la plupart des Canadiens reconnaissent que le ministre de l'Environnement accomplit un travail remarquable.

Étant donné que mon collègue socialiste s'est reporté à une observation faite au sujet des efforts du président Reagan et de votre serviteur dans le domaine de l'environnement, je pourrais peut-être lui citer une autre observation formulée par le premier ministre socialiste de Norvège, qui était également présidente de la Commission Brundtland.

• (1440)

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Vous n'êtes pas prisonnier?

M. Mulroney: M^{me} Brundtland est reconnue comme une environnementaliste de premier plan sur la scène internationale. Le NPD ne veut rien entendre, mais M^{me} . . .

Des voix: Oh, oh!

M. McCurdy: Que diriez-vous de répondre à la question.

M. Langdon: Répondez à la question.

M. le Président: La parole est au très honorable premier ministre.

M. Mulroney: Monsieur le Président, mes collègues de ce côté-ci et moi-même sommes quelque peu sidérés, car après avoir fait toute une histoire au sujet de l'environnement aujourd'hui et après avoir parlé du président Reagan, les députés néo-démocrates ne veulent pas connaître le point de vue d'une des principales environnementalistes du monde, M^{me} Brundtland au sujet de la question dont nous sommes saisis aujourd'hui.

Mes collègues socialistes devraient écouter les propos d'une autre socialiste, M^{me} Brundtland, qui a déclaré:

Le Canada jouait un rôle de premier plan sur la scène internationale, surtout dans le cadre de la réalisation de l'objectif du développement durable.

M. Mulroney attache beaucoup d'importance à ces questions; il a su de façon bien particulière mobiliser l'industrie et les organisations scientifiques et privées de son pays pour les faire collaborer, et il est ainsi parvenu à créer un mouvement intersectoriel très fort au Canada.

J'ai toujours cru que certains socialistes savaient de quoi ils parlaient.